



Rapport de rétrospective

Mairie de CHEF BOUTONNE

SCENARIO : BP 2017 FM

RÉTRO-PROSPECTIVE DE 2014 à 2021

Affichage selon les critères retenus dans préférences avec les unités en €.

Sommaire

- 1 - METHODOLOGIE ET HYPOTHESES RETENUES
- 2 - LES GRANDES MASSES FINANCIERES
 - 2.1 - Les masses budgétaires
 - 2.2 - Soldes financiers
 - 2.3 - Fonds de roulement et résultat prévisionnel
 - 2.4 - Endettement
- 3 - LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS
 - 3.1 - Soldes intermédiaires de gestion
 - 3.2 - Epargne brute
 - 3.3 - Effet de ciseau
- 4 - LE NIVEAU DE L'ENDETTEMENT
 - 4.1 - Encours de dette et emprunts nouveaux
 - 4.2 - Annuités de la dette
 - 4.3 - Ratio de désendettement
- 5 - LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
 - 6.1 - Les recettes de fonctionnement
 - 6.2 - Les dépenses de fonctionnement
- 6 - LA SECTION D'INVESTISSEMENT
 - 7.1 - Les recettes d'investissement
 - 7.2 - Les dépenses d'investissement
- 7 - LE PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT ET SON FINANCEMENT
 - 8.1 - Les dépenses prévues au PPI
 - 8.2 - Les financeurs du PPI
 - 8.3 - Le coût net annuel
- 8 - LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT
- 9 - LES RATIOS

1 - METHODOLOGIE ET HYPOTHESES RETENUES

Le scénario utilisé est : BP 2017 FM

La date de dernière actualisation de ce scénario est le 06/04/2017

Les résultats de la partie rétrospective tiennent compte des comptes administratifs

Les résultats de la prospective tiennent compte des hypothèses retenues dans le tableau ci-dessous :

Thème	Agrégat	2017	Hypothèse
Fiscalité	Taux (TH, TF et TFNB)		Pas d'augmentation
Dépenses de fonctionnement	Subvention d'équilibre		Vigilance sur les augmentations
Recettes d'investissement	Emprunts		Emprunts pour gros projets uniquement
Dépenses d'investissement	Capacité d'investissement résiduelle		Programme prévu sans arbitrage

2 - LES GRANDES MASSES FINANCIERES

2.1 - Les masses budgétaires

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes de fonctionnement	2 040 884	2 058 988	2 118 339	1 925 773	1 904 253	1 915 259	1 916 257	1 917 420
Dépenses de fonctionnement	1 514 370	1 510 781	1 458 259	1 502 570	1 505 203	1 519 530	1 535 073	1 553 934
<i>dont intérêts de la dette</i>	62 123	54 075	49 635	52 000	50 300	48 027	46 744	44 351
Recettes d'investissement	140 335	291 978	906 850	1 888 675	811 712	538 030	396 329	239 629
<i>dont emprunts souscrits</i>	9 133	0	375 000	636 000	110 000	170 000	80 000	0
Dépenses d'investissement	398 077	1 201 032	1 437 248	3 025 505	745 422	844 806	632 956	220 386
<i>dont capital de la dette</i>	158 315	145 242	143 779	145 120	166 813	162 051	166 824	140 386
<i>dont P.P.I</i>	239 762	878 076	1 167 801	2 107 009	827 511	632 188	466 132	80 000

2.2 - Soldes financiers

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Epargne de gestion	523 637	586 782	584 648	475 203	449 351	443 757	427 928	407 838
Epargne brute	461 514	532 707	535 014	423 203	399 051	395 730	381 184	363 487
Epargne nette	303 199	387 465	391 235	278 083	232 238	233 679	214 361	223 101

2.3 - Fonds de roulement et résultat prévisionnel

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Fonds de roulement en début d'exercice	794 868	1 063 640	702 793	832 475	118 849	584 190	673 143	817 701
Résultat de l'exercice	268 772	-360 847	129 682	-713 627	465 341	88 954	144 558	382 730
Fonds de roulement en fin d'exercice	1 063 640	702 793	832 475	118 849	584 190	673 143	817 701	1 200 431

2.4 - Endettement

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Encours au 1er janvier	1 693 005	1 534 690	1 398 838	1 630 197	1 635 077	1 598 265	1 626 214	1 559 390
Ratio de désendettement	3,3 ans	2,6 ans	3 ans	5 ans	4 ans	4,1 ans	4 ans	3,9 ans
Emprunt	9 133	0	375 000	636 000	110 000	170 000	80 000	0

3 - LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS

3.1 - Soldes intermédiaires de gestion

Soldes intermédiaires de gestion :

Ce sont des indicateurs permettant d'analyser le niveau de richesse de la collectivité. La part des cessions d'immobilisations est retirée car il s'agit d'une recette exceptionnelle.

Epargne de gestion = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement hors intérêts de la dette.

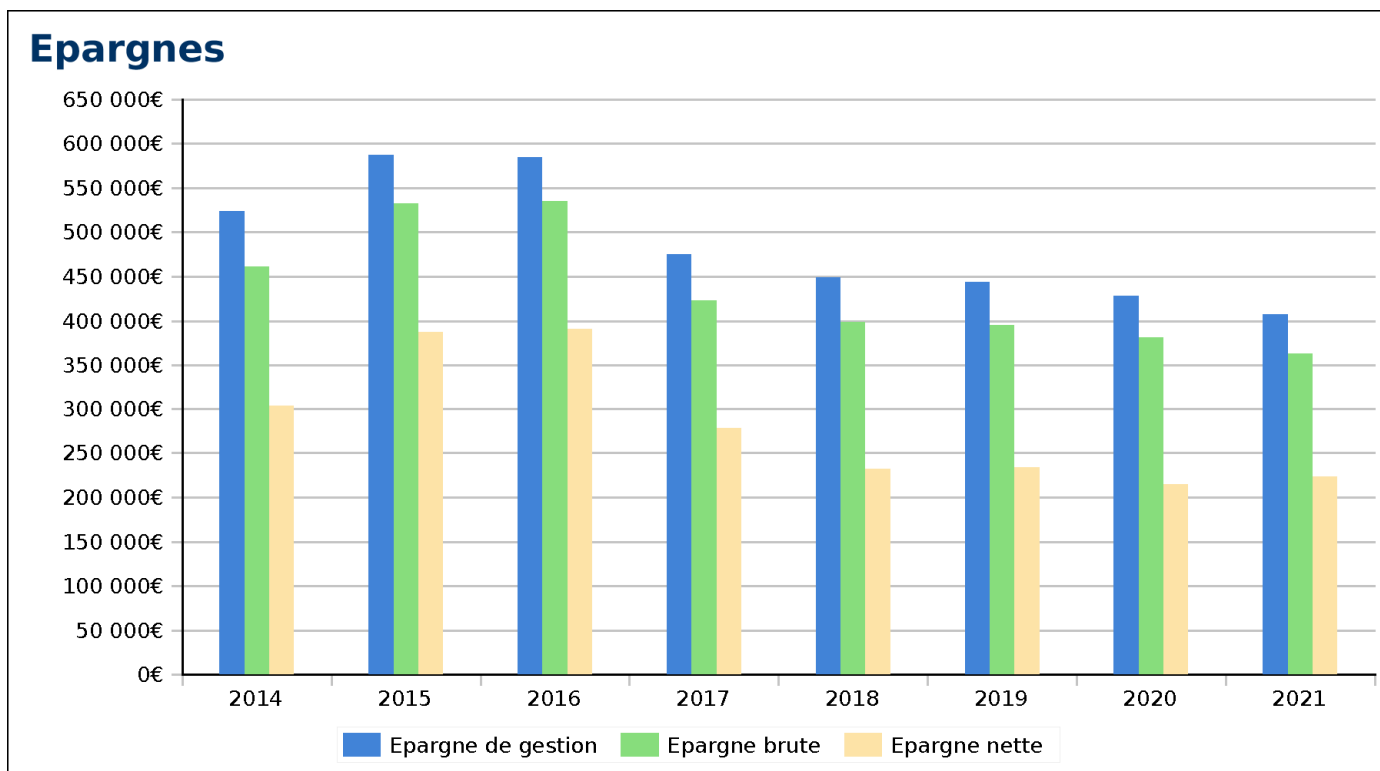
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Montants	523 637	586 782	584 648	475 203	449 351	443 757	427 928	407 838

Epargne brute = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement. L'épargne brute représente le socle de la richesse financière.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Montants	461 514	532 707	535 014	423 203	399 051	395 730	381 184	363 487

Epargne nette = Epargne brute ôtée du remboursement du capital de la dette. L'épargne nette permet de mesurer l'équilibre annuel. Une épargne nette négative illustre une santé financière dégradée.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes de fonctionnement	2 040 884	2 058 988	2 118 339	1 925 773	1 904 253	1 915 259	1 916 257	1 917 420
Epargne de gestion	523 637	586 782	584 648	475 203	449 351	443 757	427 928	407 838
Epargne brute	461 514	532 707	535 014	423 203	399 051	395 730	381 184	363 487
Taux d'épargne brute (en %)	23,36 %	26,07 %	26,84 %	21,98 %	20,96 %	20,66 %	19,89 %	18,96 %
Epargne nette	303 199	387 465	391 235	278 083	232 238	233 679	214 361	223 101

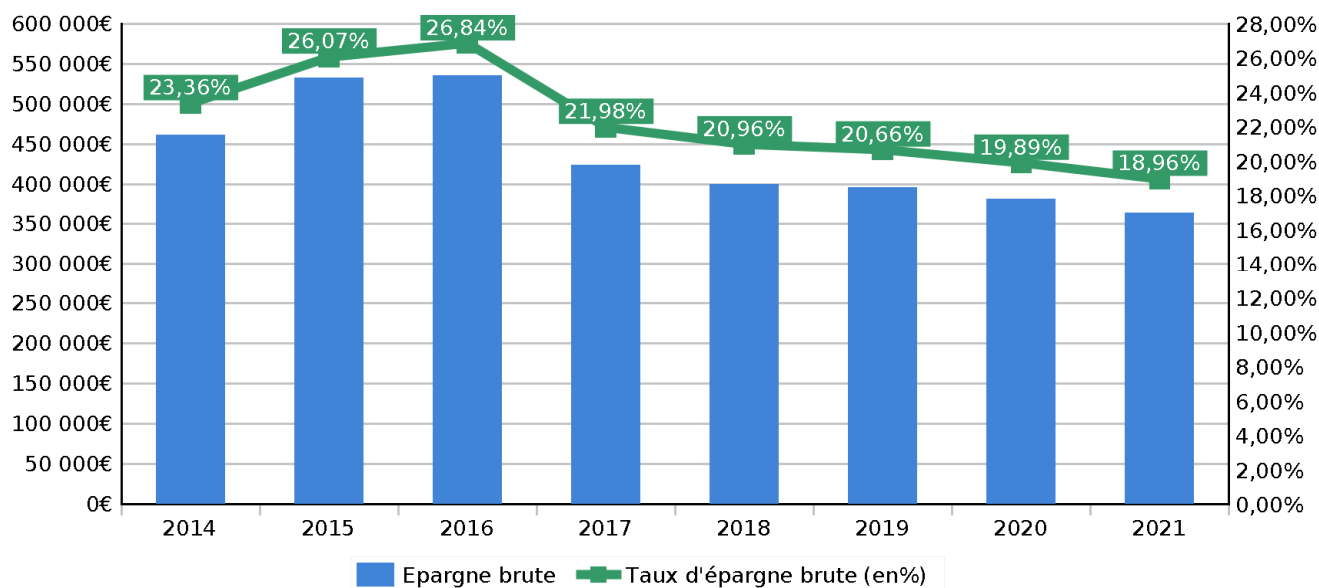


3.2 - Epargne brute

Epargne brute = C'est l'écart entre les recettes de fonctionnement et les dépenses de fonctionnement. L'excédent appelé aussi autofinancement brut finance la section d'investissement et doit être supérieur ou égal au remboursement du capital de la dette. La part des cessions d'immobilisations est retirée car il s'agit d'une recette exceptionnelle.

Le taux d'épargne brute est la valorisation en pourcentage de l'épargne brute.

Epargne brute



L'épargne brute et le taux d'épargne brute évoluent de la façon suivante :

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Epargne brute	461 514	532 707	535 014	423 203	399 051	395 730	381 184	363 487
Taux d'épargne brute (en %)	23,36 %	26,07 %	26,84 %	21,98 %	20,96 %	20,66 %	19,89 %	18,96 %

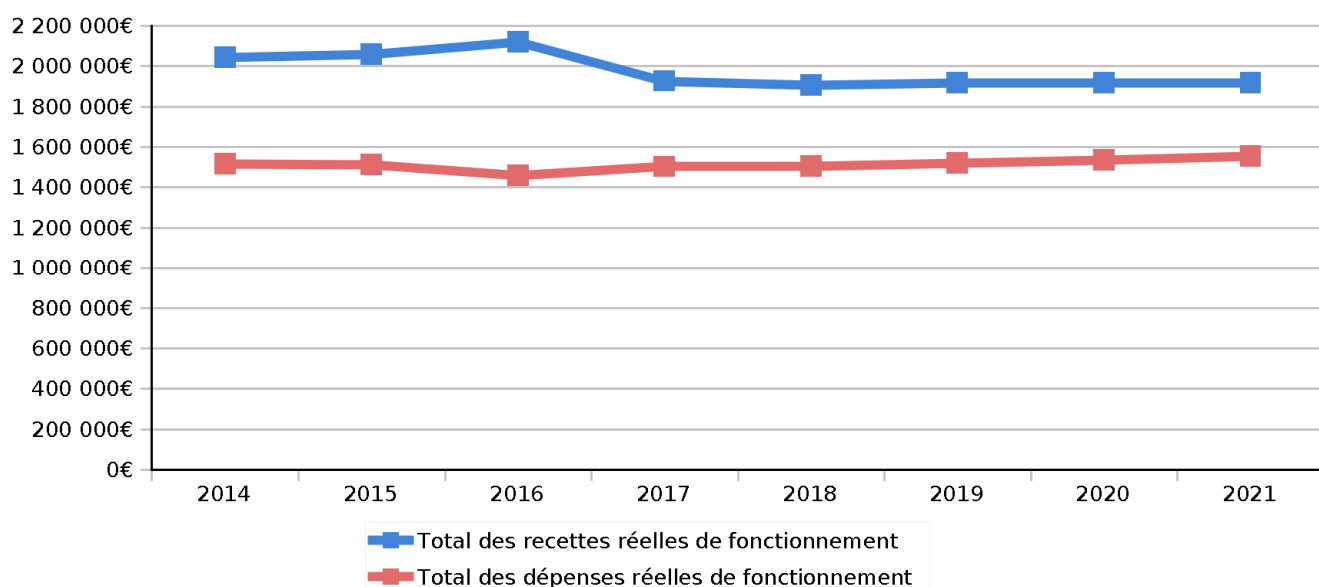
3.3 - Effet de ciseau

Effet de ciseau : Evolution de l'écart entre les recettes d'exploitation (fonctionnement) et les dépenses d'exploitation (fonctionnement) y compris les cessions d'immobilisations.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes de fonctionnement	2 040 884	2 058 988	2 118 339	1 925 773	1 904 253	1 915 259	1 916 257	1 917 420
Evolution n-1	1,07 %	0,89 %	2,88 %	-9,09 %	-1,12 %	0,58 %	0,05 %	0,06 %
Dépenses de fonctionnement	1 514 370	1 510 781	1 458 259	1 502 570	1 505 203	1 519 530	1 535 073	1 553 934
Evolution n-1	-3,16 %	-0,24 %	-3,48 %	3,04 %	0,18 %	0,95 %	1,02 %	1,23 %

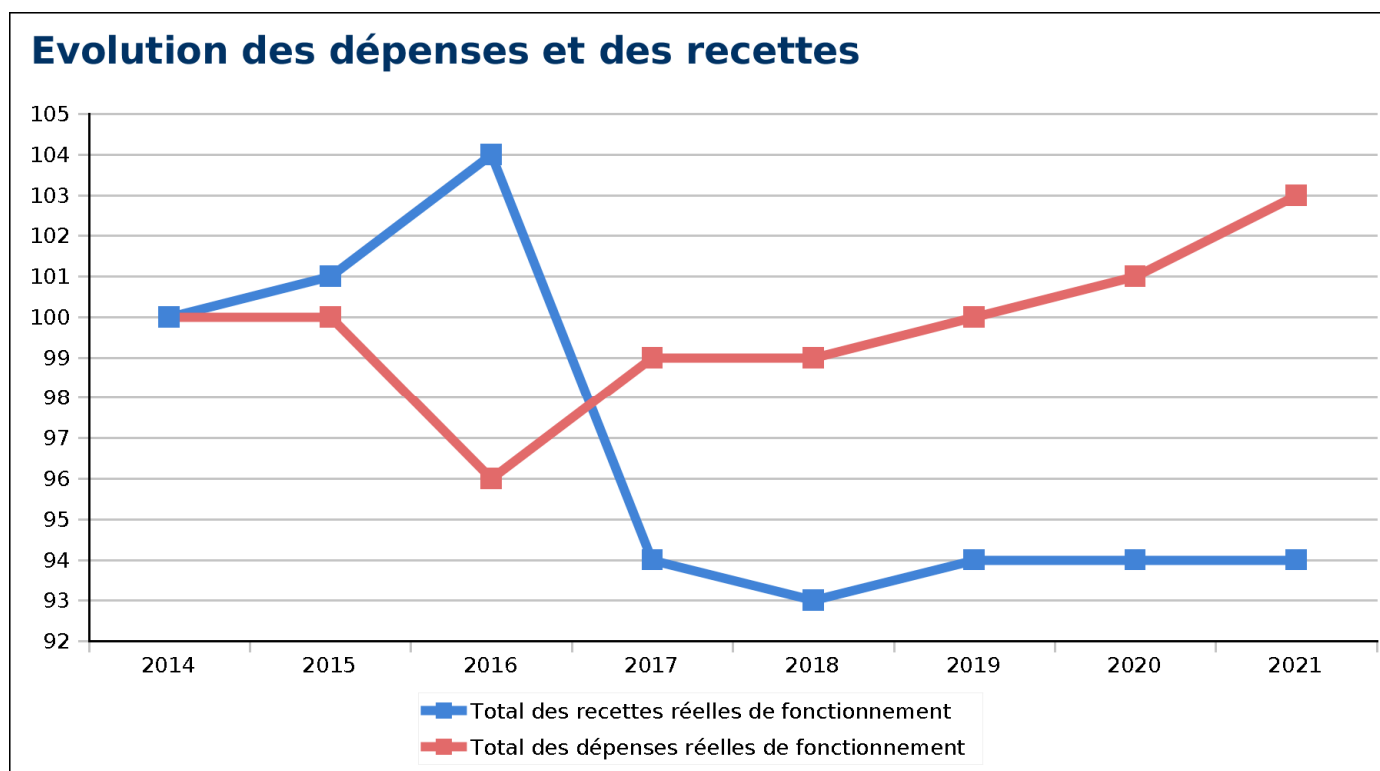
La comparaison de l'évolution des courbes de recettes et de dépenses de fonctionnement alerte sur la dégradation de l'épargne et sur les risques de l'effet ciseau.

Effet de ciseau



Ce graphique illustre l'effet de ciseau, il met en évidence la dynamique des recettes par rapport à la dynamique des dépenses. Les recettes ou dépenses exceptionnelles sont comptabilisées et sont de nature à faire varier les agrégats d'une année sur l'autre. Le delta entre recettes et dépenses ainsi mis en évidence nourrit la section d'investissement. Il permet alors de financer les dépenses d'équipement ou de se désendetter.

Ci-dessous le graphique représentant l'évolution des dépenses et recettes en base 100.



4 - LE NIVEAU DE L'ENDETTEMENT

4.1 - Encours de dette et emprunts nouveaux

Selon ce scénario, l'encours de la dette évoluerait de **1 693 005 € en 2014 à 1 559 390 € en 2021** (échelle de gauche du graphique).

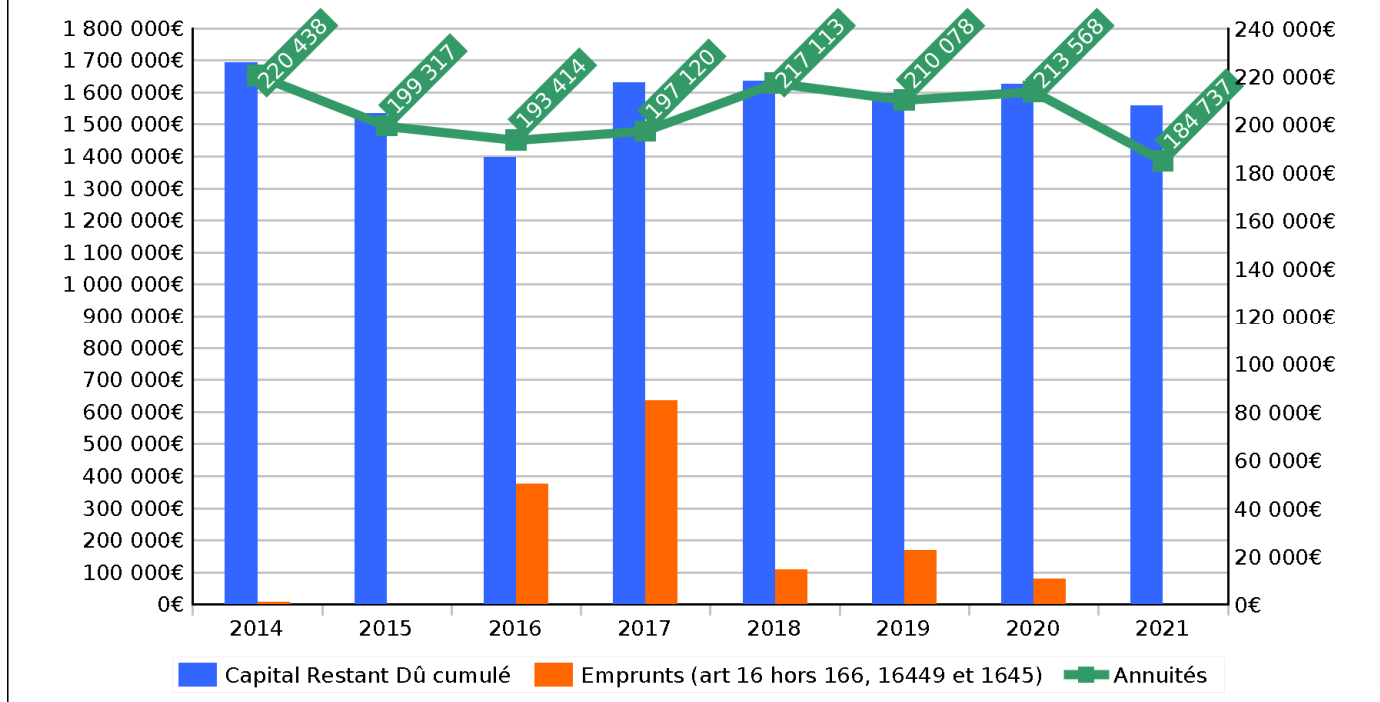
De la même façon, l'annuité de la dette évoluerait de **220 438 € en 2014 à 184 737 € en 2021** (échelle de droite du graphique).

	Encours de dette	Evolution n-1	Emprunts nouveaux
2014	1 693 005	1,87 %	9 133
2015	1 534 690	-9,35 %	0
2016	1 398 838	-8,85 %	375 000
2017	1 630 197	16,54 %	636 000
2018	1 635 077	0,3 %	110 000
2019	1 598 265	-2,25 %	170 000
2020	1 626 214	1,75 %	80 000
2021	1 559 390	-4,11 %	0

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Encours de dette	-1,17 %	-7,89 %

Le graphique ci-dessous indique par année les évolutions du capital restant dû et de l'annuité (échelle de droite du graphique) tout en retraçant les nouveaux emprunts à contracter dans le cadre du plan d'investissement prospectif.

Encours de dette



4.2 - Annuités de la dette

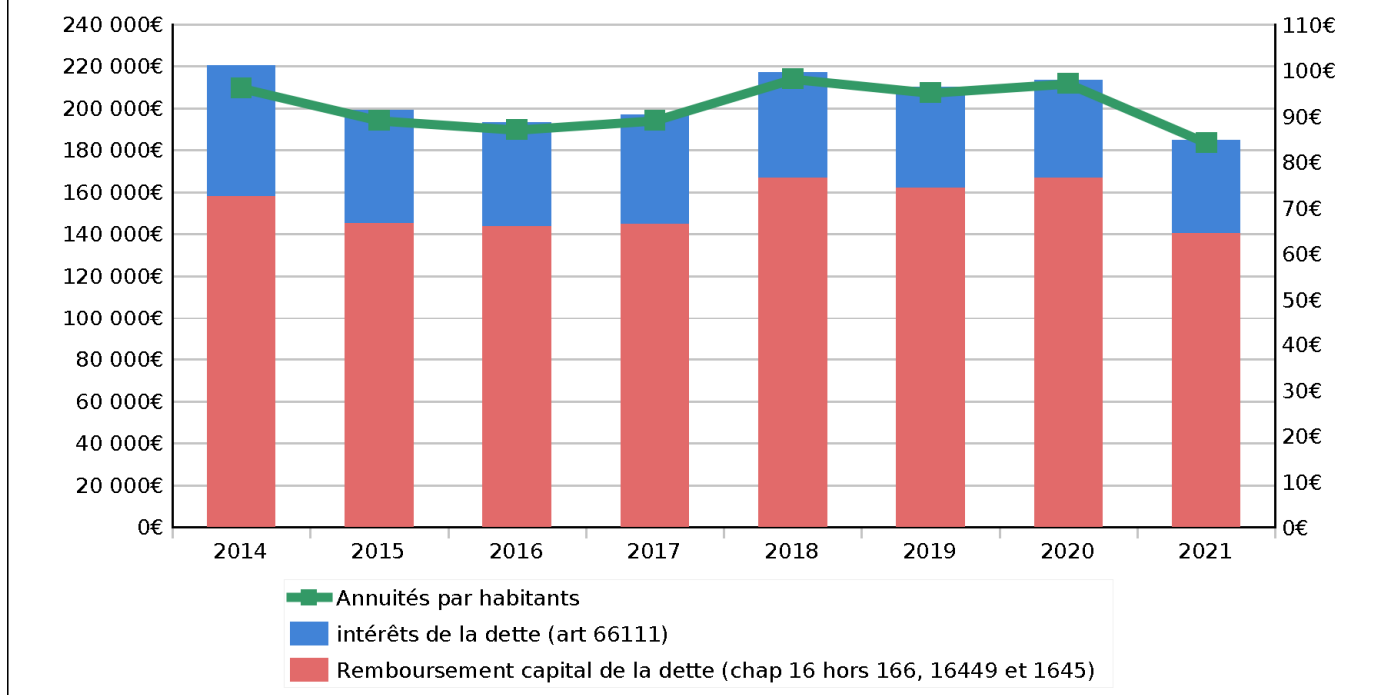
L'annuité de la dette (capital + intérêts) s'échelonne et se ventile comme suit :

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Annuités	220 438	199 317	193 414	197 120	217 113	210 078	213 568	184 737
Evolution n-1 (en %)	0,76 %	-9,58 %	-2,96 %	1,92 %	10,14 %	-3,24 %	1,66 %	-13,5 %
Capital en euro	158 315	145 242	143 779	145 120	166 813	162 051	166 824	140 386
Intérêts en euro	62 123	54 075	49 635	52 000	50 300	48 027	46 744	44 351

Le graphique ci-dessous permet de lire directement l'évolution du remboursement du capital et des intérêts de la dette sur toute la période.

L'échelle de droite enregistre la variation de l'annuité de la dette par habitant.

Remboursement



La ventilation de l'annuité de la dette en euro par habitant évolue de la façon suivante :

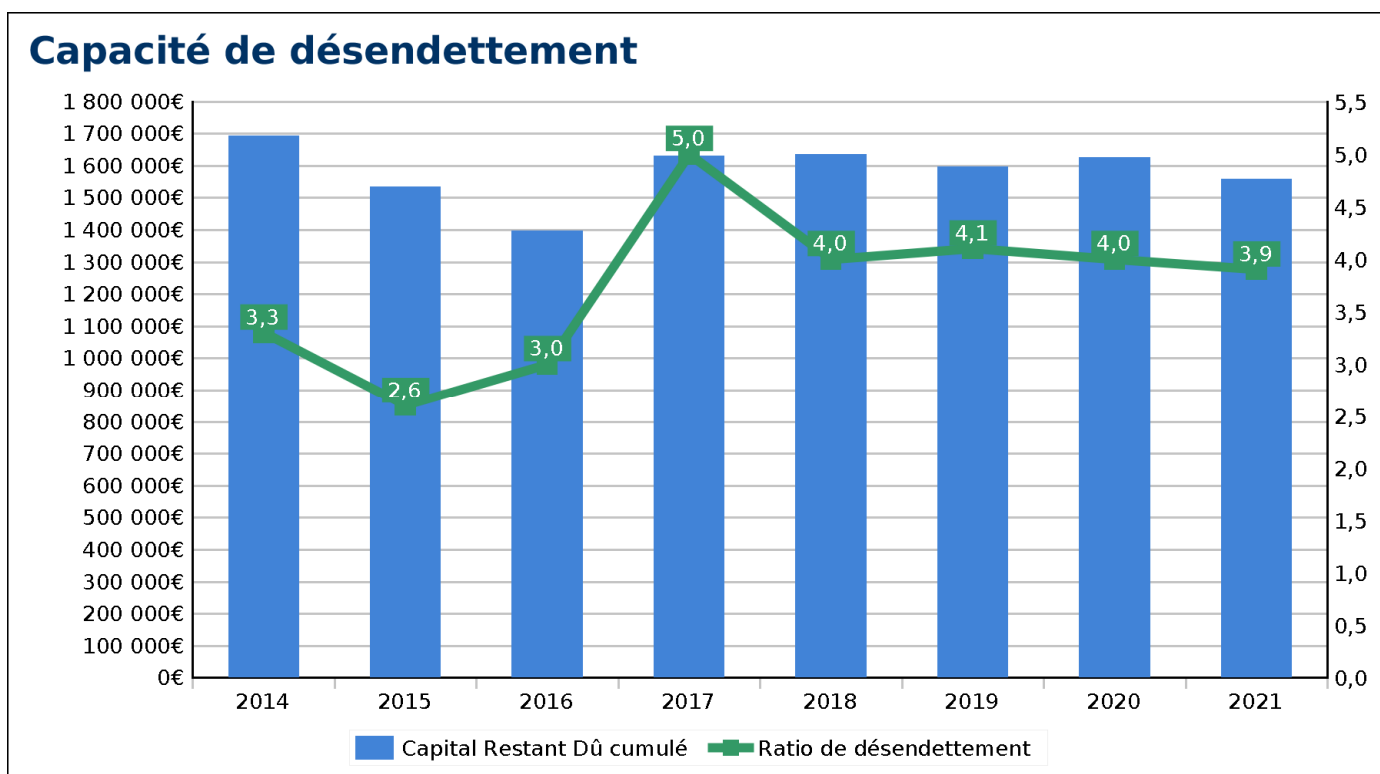
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Annuités	96	89	87	89	98	95	97	84
Capital	69	65	65	66	75	73	75	63
Intérêts	27	24	22	24	23	22	21	20

4.3 - Ratio de désendettement

Le ratio de désendettement détermine le nombre d'années nécessaires à la collectivité pour éteindre totalement sa dette par mobilisation et affectation en totalité de son épargne brute annuelle. Il se calcule selon la règle suivante : encours de dette au 31 décembre de l'année budgétaire en cours / épargne brute de l'année en cours.

La capacité de désendettement pour la collectivité évolue comme suit :

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Ratio	3,3 ans	2,6 ans	3 ans	5 ans	4 ans	4,1 ans	4 ans	3,9 ans



L'équilibre pluriannuel

Afin de déterminer l'échelle de risque, il faudra comparer le ratio de désendettement avec la durée de vie moyenne de la dette.

Pour rappel, la durée de vie moyenne représente la vitesse moyenne de remboursement du prêt (exprimée en année). Elle exprime aussi la durée nécessaire pour rembourser environ la moitié du capital restant dû d'un emprunt amortissable.

Calcul du ratio : **Ratio de désendettement (CDD)/durée de vie moyenne (DVM)**

Si la capacité de désendettement est inférieure à la durée de vie moyenne de son stock de dette (CDD/DVM < 1), cela signifie que si la collectivité consacre l'intégralité de son épargne à rembourser tout son stock à un instant "t", cette opération ira plus vite que de laisser le capital se rembourser selon son propre profil.

Si la capacité de désendettement de la collectivité est supérieure à la durée de vie moyenne de son stock de dette (CDD/DVM > 1), cela signifie que même si elle consacre l'intégralité de son épargne à rembourser tout son stock à un instant "t", cette opération sera plus lente que de laisser le capital se rembourser naturellement. Il y a donc un risque que la collectivité ne puisse pas faire face à ses engagements contractuels.

5 - LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

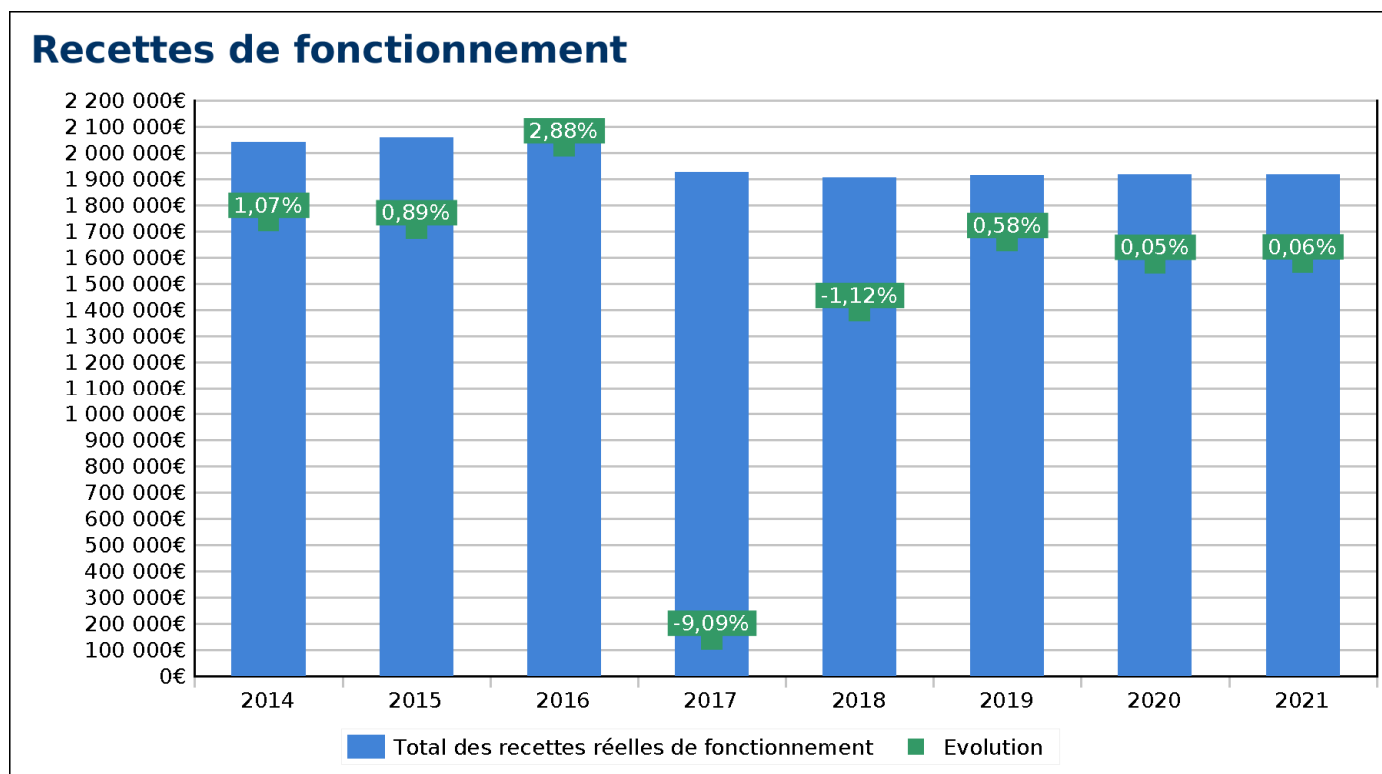
6.1 - Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement et leur évolution

Années	Recettes de fonctionnement	Evolution n-1	En euros par habitant
2014	2 040 884	1,07 %	891
2015	2 058 988	0,89 %	918
2016	2 118 339	2,88 %	958
2017	1 925 773	-9,09 %	871
2018	1 904 253	-1,12 %	861
2019	1 915 259	0,58 %	866
2020	1 916 257	0,05 %	866
2021	1 917 420	0,06 %	867

L'évolution moyenne et totale comprend l'ensemble de la période

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Recettes de fonctionnement	-0,89 %	-6,05 %



Les principales recettes de fonctionnement

Produits de la fiscalité directe : La fiscalité directe comprend les taxes directes locales possibles (taxe d'habitation, taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties et la cotisation des entreprises CFE, - si la collectivité la perçoit, hors rôles supplémentaires).

2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
724 827	724 827	739 066	597 731	602 513	607 444	612 293	617 232

Produits de la fiscalité reversée : la fiscalité reversée comprend la part de la CVAE, l'attribution du FNGIR, le produit de la TASCOM et le produit de l'IFER.

2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
16 475	16 475	16 475	16 475	16 475	16 475	16 475	16 475

Produits de la fiscalité indirecte : La fiscalité indirecte comprend les recettes affectées au compte 73 autre que la fiscalité directe et transférée. (Selon la collectivité : la taxe sur l'électricité, les droits de mutation, l'attribution de compensation, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères,...).

2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
373 490	385 160	369 675	501 763	501 763	501 763	501 763	501 763

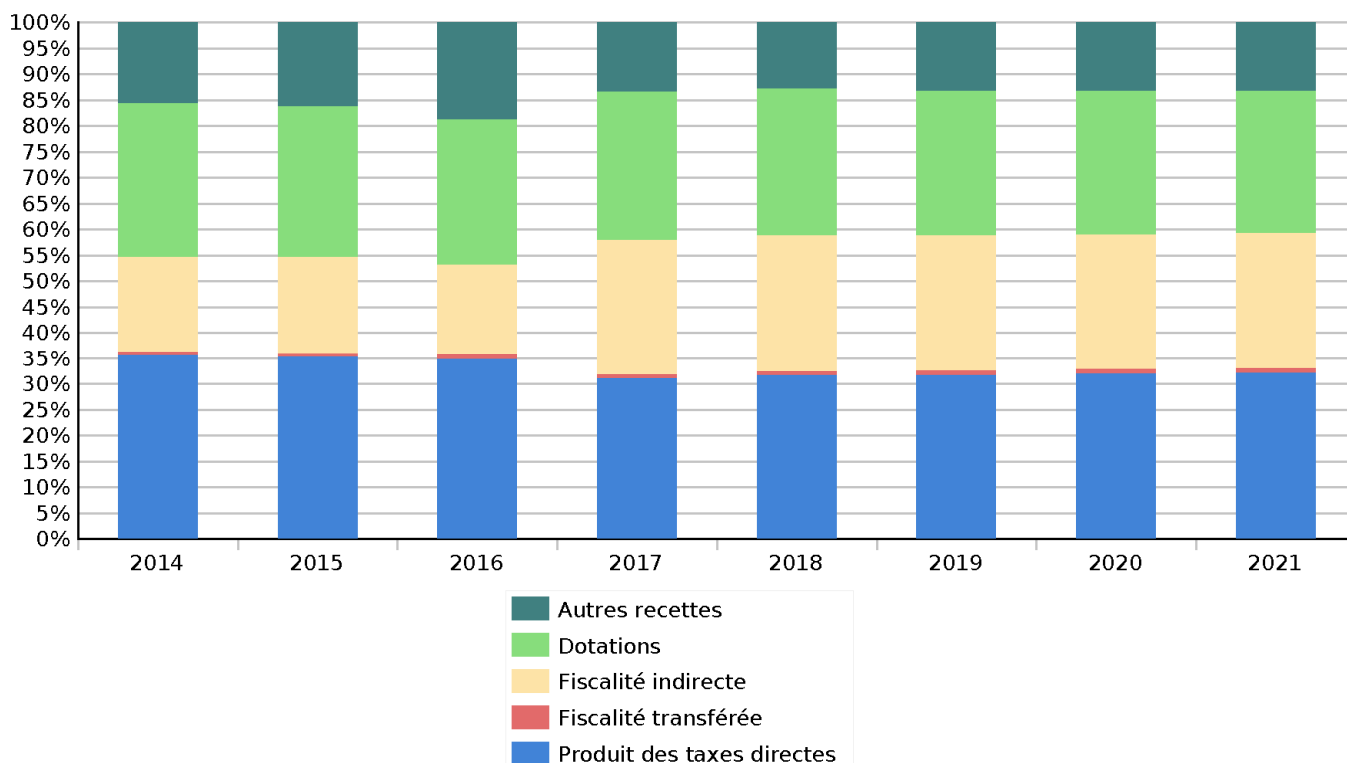
Dotations : Elles comprennent les recettes du chapitre 74 (la DCRTP, DGF, les compensations d'Etat sur les exonérations fiscales, les autres dotations).

2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
607 524	599 298	594 677	552 954	539 952	536 027	532 177	528 400

Autres recettes : Elles comprennent notamment les produits des services, les cessions d'immobilisations, les produits financiers, les atténuations de charges, les recettes exceptionnelles, les produits induits des investissements, hors rôles supplémentaires.

2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
318 568	333 229	398 446	256 850	243 550	253 550	253 550	253 550

Répartition des recettes de fonctionnement



6.2 - Les dépenses de fonctionnement

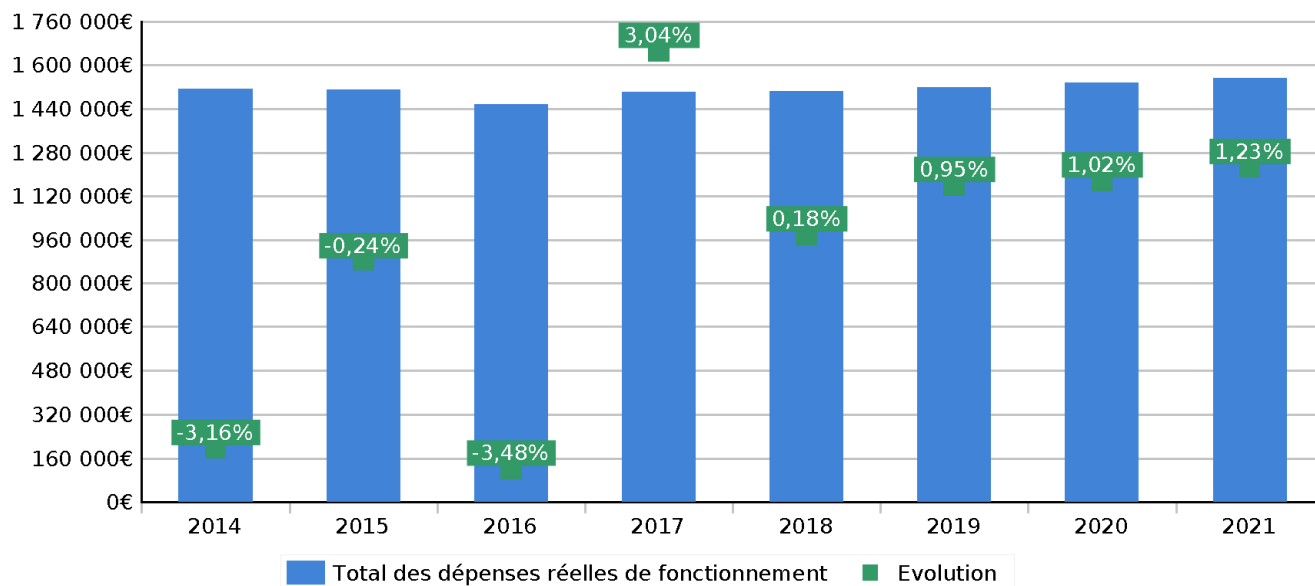
Les dépenses de fonctionnement et leur évolution

Années	Dépenses de fonctionnement	Evolution n-1	En euros par habitant
2014	1 514 370	-3,16 %	661
2015	1 510 781	-0,24 %	674
2016	1 458 259	-3,48 %	659
2017	1 502 570	3,04 %	679
2018	1 505 203	0,18 %	680
2019	1 519 530	0,95 %	687
2020	1 535 073	1,02 %	694
2021	1 553 934	1,23 %	703

L'évolution moyenne et totale comprend l'ensemble de la période

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Dépenses de fonctionnement	0,37 %	2,61 %

Dépenses de fonctionnement



Les principales dépenses de fonctionnement

Charges de personnel : Elles comprennent les dépenses du chapitre 012.

2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
768 256	788 504	791 310	815 000	815 000	827 225	839 633	856 426

Charges à caractère général : Elles comprennent les dépenses du chapitre 011.

2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
419 005	408 627	385 037	413 870	418 009	422 189	426 411	430 675

Atténuation de produits : Elles comprennent les dépenses du chapitre 014 (dont fiscalité transférée)

2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
807	545	549	600	600	600	600	600

Contingents et participations obligatoires : Elles comprennent une partie des dépenses du chapitre 65, inscrites à l'article 655.

2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
189 362	163 618	153 063	155 300	155 300	155 300	155 300	155 300

Subventions : Elles comprennent les dépenses du chapitre 65 inscrites à l'article 657.

2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
19 750	25 048	25 310	27 000	27 000	27 000	27 000	27 000

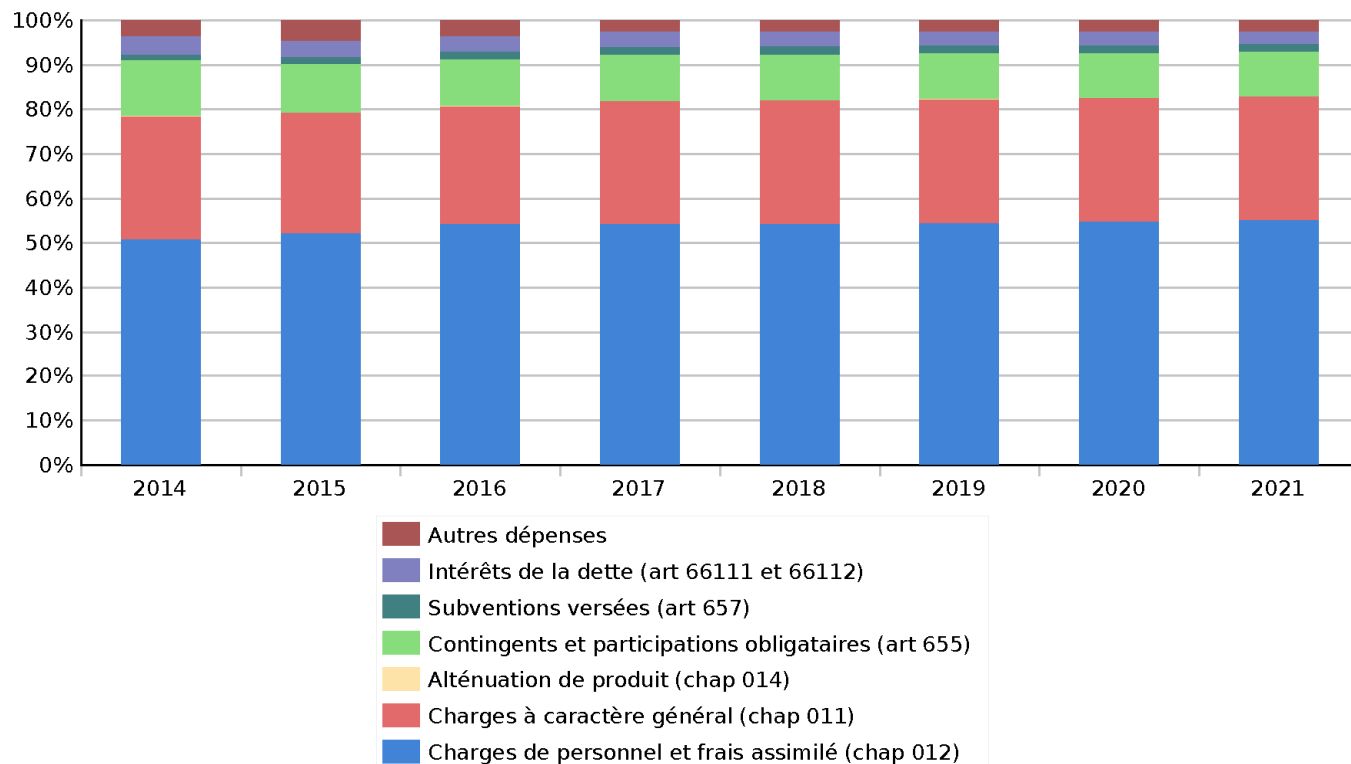
Intérêts de la dette : Les intérêts de la dette comprennent les frais financiers issus de la dette en cours cumulés avec les frais financiers des emprunts futurs issus de la prospective. Les ICNE compris.

2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
62 123	54 075	49 635	52 000	50 300	48 027	46 744	44 351

Autres dépenses : Elles comprennent notamment, les charges de gestion courante (chap.65), les autres charges financières (autres articles chap.66), les charges exceptionnelles (chap.67), les dotations aux provisions (chap.68 mvt réel), les dépenses diverses et autres dépenses de fonctionnement et enfin, elles comprennent les charges induites des investissements.

2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
55 068	70 363	53 355	38 800	38 994	39 189	39 385	39 582

Répartition des dépenses de fonctionnement



Indicateur d'évolution de la ressource humaine

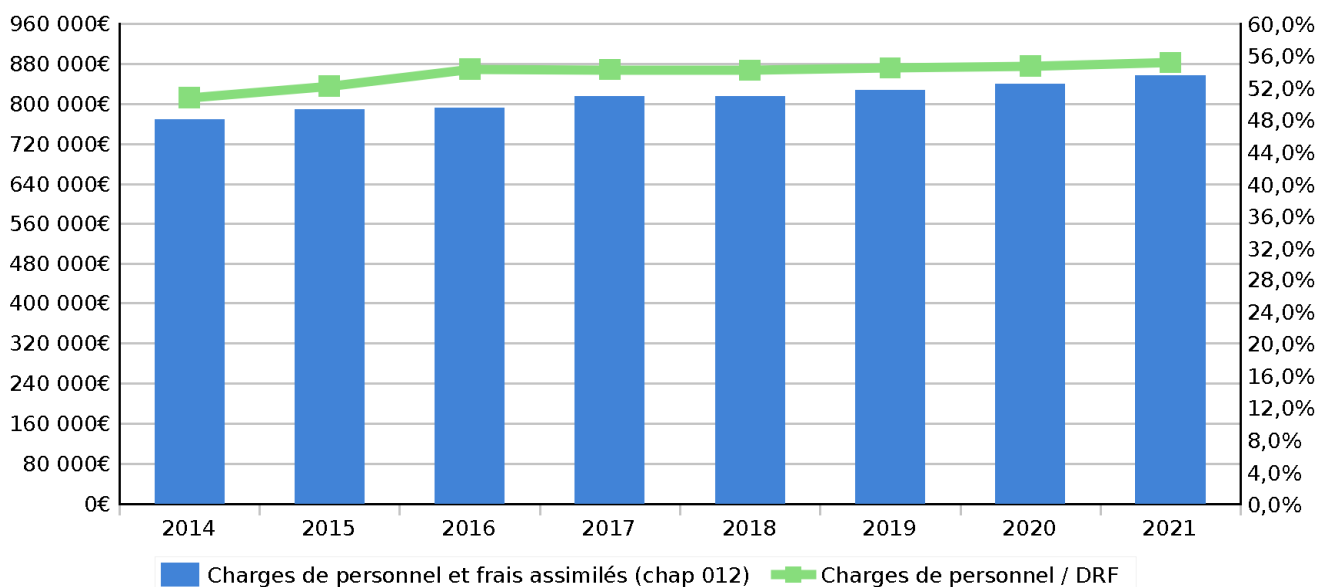
Représentativité des charges de personnel dans les dépenses d'exploitation. Ce taux permet de mesurer le poids des charges de personnel sur les dépenses de fonctionnement.

2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
768 256	788 504	791 310	815 000	815 000	827 225	839 633	856 426

Ratio : Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
50,73 %	52,19 %	54,26 %	54,24 %	54,15 %	54,44 %	54,7 %	55,11 %

Charges de personnel



7 - LA SECTION D'INVESTISSEMENT

7.1 - Les recettes d'investissement

FCTVA : Cette recette est directement liée à la récupération de la TVA des investissements engagés les années précédentes. Le taux du FCTVA est de 15,482% avant le 1er Janvier 2014 et devient égal à 15,761% pour 2014. Depuis le 1er janvier 2015 loi de finance l'a revalorisé à 16.404%.

2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
114 591	28 092	104 835	191 566	331 362	135 745	103 704	76 464

Subventions perçues : Ce sont les subventions versées par les différents partenaires (région, département, communauté...) servant à financer le programme pluriannuel d'investissement

2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
12 462	69 054	263 850	897 944	207 185	69 120	49 460	0

Taxe d'urbanisme : Cette recette comprend les taxes suivantes : la taxe locale d'équipement, la taxe du plafond légal de densité....

2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
3 820	2 442	2 065	2 065	2 065	2 065	2 065	2 065

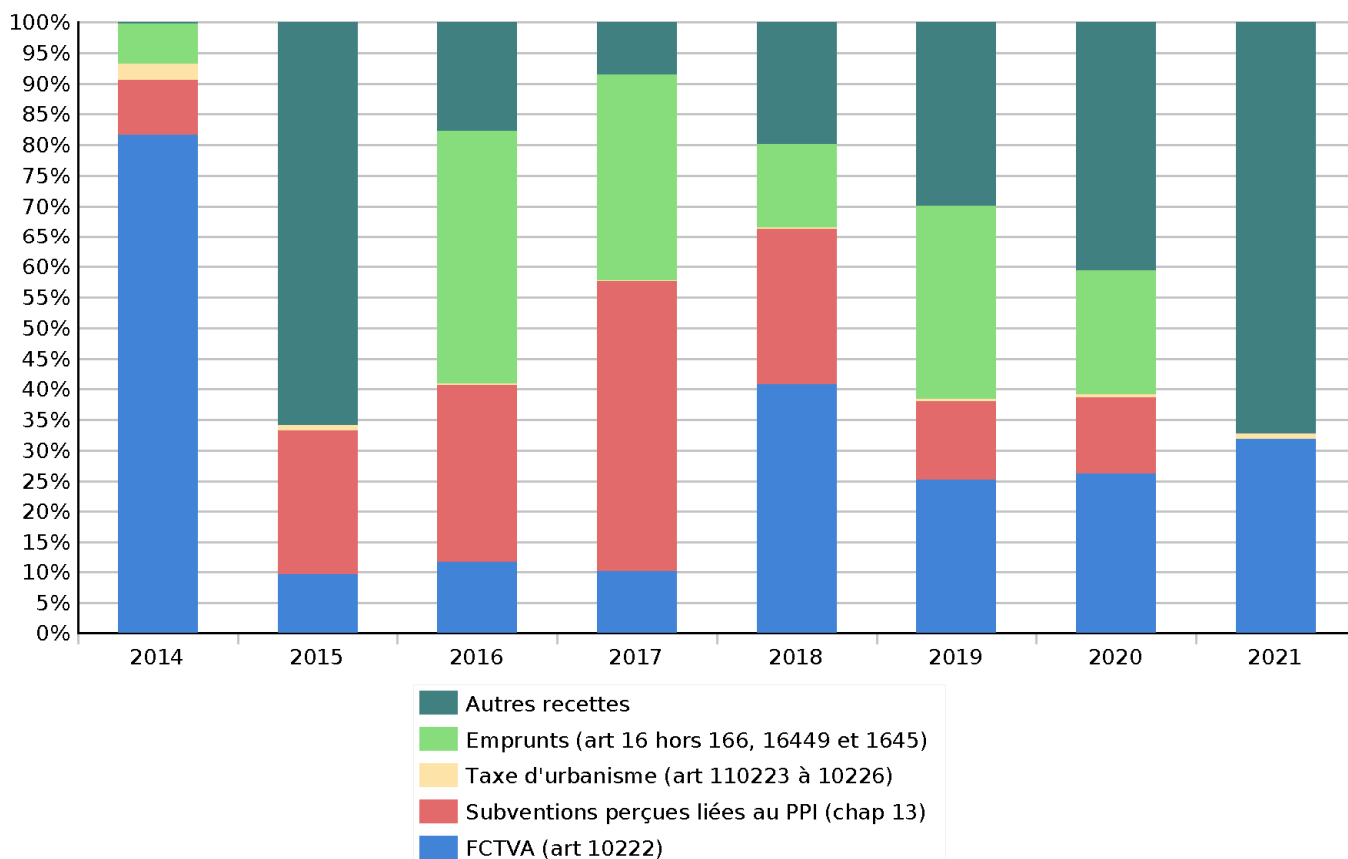
Emprunts : Emprunts réalisés durant la prospective pour financer les investissements

2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
9 133	0	375 000	636 000	110 000	170 000	80 000	0

Recettes diverses : Elles comprennent notamment les opérations pour compte de tiers, les autres subventions et les mouvements inscrits au 16449.

2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
330	192 390	161 100	161 100	161 100	161 100	161 100	161 100

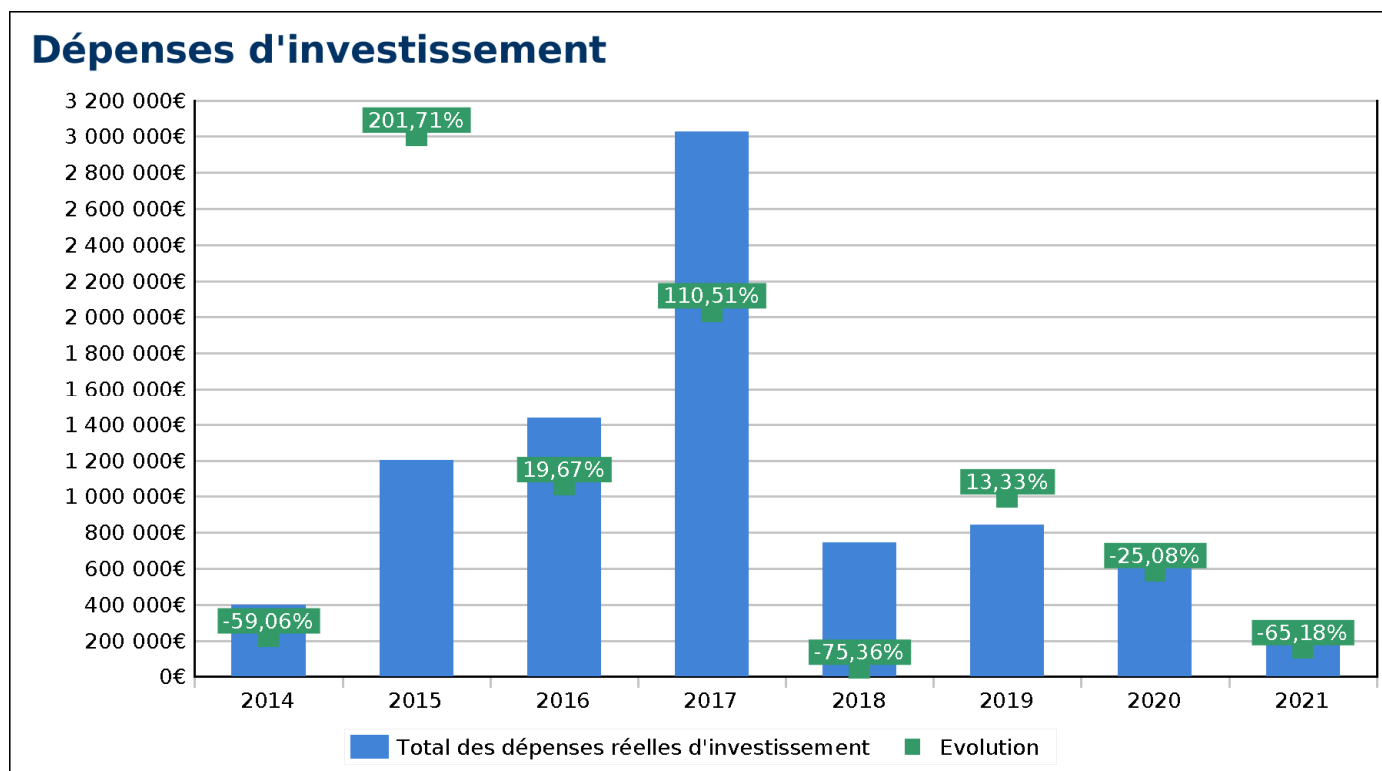
Répartition des recettes d'investissement



7.2 - Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement et leur évolution

Années	Dépenses d'investissement	Evolution n-1	En euros par habitant
2014	398 077	-59,06 %	174
2015	1 201 032	201,71 %	536
2016	1 437 248	19,67 %	650
2017	3 025 505	110,51 %	1 368
2018	745 422	-75,36 %	337
2019	844 806	13,33 %	382
2020	632 956	-25,08 %	286
2021	220 386	-65,18 %	100



8 - LE PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT ET SON FINANCEMENT

8.1 - Les dépenses prévues au PPI

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Total
RAR 2016	0	0	0	133 000	0	0	0	0	133 000
TOTAL DES DEPENSES D'EQUIPEMENT	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Travaux Javarzay rue dept et av Fils Fouquaud	0	0	468 150	0	0	0	0	0	468 150
achat bâtiments école privée	0	0	0	87 000	0	0	0	0	87 000
aménagement place du petit maure	0	0	0	0	0	200 000	0	0	200 000
effacement réseaux	0	0	0	0	80 000	80 000	80 000	80 000	320 000
investissements courants	0	878 076	618 850	204 000	180 000	180 000	180 000	0	2 240 926
quartier de la Plaine	0	0	0	185 000	185 000	0	0	0	370 000
renovation château	0	0	0	316 647	282 511	172 188	206 132	0	977 478
renovation mairie	0	0	0	1 147 162	100 000	0	0	0	1 247 162
renovation éclairage public tranche 3	0	0	80 800	34 200	0	0	0	0	115 000
Total	0	878 076	1 167 800	2 107 009	827 511	632 188	466 132	80 000	6 158 716

8.2 - Les financeurs du PPI

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Total
--	------	------	------	------	------	------	------	------	-------

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Total
ADEME	0	0	0	1 512	0	0	0	0	1 512
Conseil Général	0	0	213 260	3 925	0	0	0	0	217 185
Conseil Régional	0	0	20 000	35 541	33 955	20 736	24 730	0	134 962
Conseil départemental CAP 79	0	0	0	42 788	0	0	0	0	42 788
DRAC	0	0	0	83 878	79 230	48 384	24 730	0	236 222
ENEDIS	0	0	0	0	38 000	0	0	0	38 000
Etat	0	0	65 000	530 300	56 000	0	0	0	651 300
Ministère écologie TEPCV	0	0	0	200 000	0	0	0	0	200 000
Restes à réaliser	0	0	22 800	0	0	0	0	0	22 800
Total	0	0	321 060	897 944	207 185	69 120	49 460	0	1 544 769

8.3 - Le coût net annuel

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Total
Programmes (a)	0	878 076	1 167 800	2 107 009	827 511	632 188	466 132	80 000	6 158 716
Financeurs (b)	0	0	321 060	897 944	207 185	69 120	49 460	0	1 544 769
Total (a-b)	0	878 076	846 740	1 209 065	620 326	563 068	416 672	80 000	4 613 947

8 - LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

Il vous est présenté ci-dessous le plan de financement des investissements réalisés sur la période. Le remboursement du capital de la dette ne figure pas dans les dépenses d'investissement à financer, puisque celui-ci doit être couvert par l'autofinancement.

Rappel des investissements prévus au PPI

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Total
Programmes (a)	0	878 076	1 167 800	2 107 009	827 511	632 188	466 132	80 000	6 158 716

L'épargne de la collectivité

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Epargne brute	461 514	532 707	535 014	423 203	399 051	395 730	381 184	363 487
Remboursement capital de la dette	158 315	145 242	143 779	145 120	166 813	162 051	166 824	140 386
Epargne nette	303 199	387 465	391 235	278 083	232 238	233 679	214 361	223 101

Le financement

Le tableau ci-dessous présente le plan de financement de l'investissement. Les cessions d'immobilisation sont rajoutées dans le plan de financement. Pour rappel, l'affectation du résultat peut également intervenir partiellement pour financer l'investissement.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Epargne nette (a)	303 199	387 465	391 235	278 083	232 238	233 679	214 361	223 101
FCTVA (b)	114 591	28 092	104 835	191 566	331 362	135 745	103 704	76 464
Autres recettes (c)	4 150	194 832	163 165	163 165	163 165	163 165	163 165	163 165
Produit de cessions (d)	65 000	15 500	125 067	0	0	0	0	0
Ressources financières propres e = (a+b+c+d)	486 939	625 889	784 302	632 814	726 766	532 589	481 230	462 730
Subventions perçues (liées au PPI) (f)	12 462	69 054	263 850	897 944	207 185	69 120	49 460	0
Emprunts (art 16 hors 166 et 16449) (g)	9 133	0	375 000	636 000	110 000	170 000	80 000	0
Financement total h = (e+f+g)	508 534	694 943	1 423 151	2 166 758	1 043 951	771 709	610 690	462 730

Résultat de l'exercice	268 772	-360 847	129 682	-713 627	465 341	88 954	144 558	382 730
------------------------	---------	----------	---------	----------	---------	--------	---------	---------

Un résultat négatif diminuera le fonds de roulement, et servira à financer une partie de l'investissement. La collectivité devra surveiller à ne pas le faire diminuer de manière trop importante afin de garder des marges de manœuvre. Un résultat positif l'augmentera permettant ainsi de reconstituer un fonds de roulement qui pourra être utilisé pour des investissements futurs.

9 - LES RATIOS

Ci-dessous le tableau des ratios obligatoires issus de la loi A.T.R

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Ratio 1	661	674	659	679	680	687	694	703
Ratio 2	317	339	334	270	272	275	277	279
Ratio 3	891	918	958	871	861	866	866	867
Ratio 4	105	392	528	953	374	286	211	36
Ratio 5	670	620	567	959	714	726	696	642
Ratio 6	221	219	223	207	205	203	201	199
Ratio 7	50,73 %	52,19 %	54,26 %	54,24 %	54,15 %	54,44 %	54,7 %	55,11 %
Ratio 9	81,96 %	80,43 %	75,63 %	85,56 %	87,8 %	87,8 %	88,81 %	88,36 %
Ratio 10	11,75 %	42,65 %	55,13 %	109,41 %	43,46 %	33,01 %	24,33 %	4,17 %
Ratio 11	75,64 %	67,48 %	76,95 %	110,14 %	82,88 %	83,86 %	80,33 %	74,01 %

Ratio 1= Dépenses réelles de fonctionnement / population

Ratio 2= Produit des impositions directes / population

Ratio 3= Recettes réelles de fonctionnement / population

Ratio 4= Dépenses d'équipement brut / population

Ratio 5= Encours de la dette / population

Ratio 6= Dotation globale de fonctionnement / population

Ratio 7= Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

Ratio 9= Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement

Ratio 10= Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement

Ratio 11= Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement

Ce document est préparé par l'équipe Consultants de Finance active. Il contient des informations et analyses propres à Finance active, établies à l'intention exclusive de ses destinataires : à ce titre toute divulgation, utilisation, diffusion ou reproduction (totale ou partielle) du document ou des informations qu'il contient doit être préalablement autorisée par Finance active. Les informations contenues et les opinions exprimées qui en découlent, ne sauraient engager la responsabilité de leurs auteurs ou de Finance active. Elles sont transmises à titre d'assistance et ne sauraient en aucune manière engager la responsabilité de Finance active